



Agence Française
de Développement
Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX

- Eau
- Pêche, aquaculture

GEOGRAPHIES

- Egypte
- Indonésie

ORGANISATIONS

- BAsD
- Banques islamiques

DEBATS SUR L'AIDE ■ Overcoming Stagnation in Aid-Dependent Countries ■ Annual Review of Development Effectiveness 2006: Getting Results ■ The increasing Selectivity of Foreign Aid, 1984-2003

A NE PAS MANQUER ■ La politique dans le monde arabe ■ Le commerce équitable face à l'origine de la déréglementation des marchés : le cas de la banane ■ L'OMC victime de la mondialisation ?

Editorial

Climat : avertissement sans précédent

Les 500 experts scientifiques, réunis à Paris du 29 janvier au 2 février 2007, ont approuvé le 4ème rapport du Groupe d'Experts Inter-gouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC).

Ce travail, qui a duré 6 ans et mobilisé plus de 2 500 scientifiques de 130 pays, confirme des prévisions alarmantes sur le réchauffement climatique. Créé en 1988 à la demande du G7, le GIEC travaille sous l'égide de l'ONU et du PNUE et son deuxième rapport publié en 1995 a servi de base scientifique à l'élaboration du Protocole de Kyoto.

Rendu public le 2 février, le contenu de ce rapport* est considéré comme très alarmant pour l'avenir de la planète. En effet, les auteurs annoncent que :

- le facteur humain dans le réchauffement du climat est certain à plus de 90 % contre 66 % en 2001 lors de la précédente estimation ;
- les températures moyennes du globe devraient augmenter de 1,8 à 4 degrés Celsius d'ici la fin du siècle ;
- le niveau des océans devrait monter de 18 à 59 cm sur la même période.

Quelques jours avant l'ouverture du GIEC, **Greenpeace et le Conseil européen des énergies renouvelables (Erec) ont publié un rapport intitulé «[R]évolution énergétique. Vers un avenir énergétique propre et durable »***, qui comporte une série de propositions pour réduire de 50 % les émissions mondiales de CO2 d'ici 2050, sans compromettre la croissance économique mondiale ni recourir au nucléaire.

Ce rapport préconise un investissement massif dans les énergies renouvelables, qui permettrait de satisfaire la moitié des besoins mondiaux d'énergie d'ici 2050.

D'autre part, le **Forum économique de Davos, qui a eu lieu du 24 au 28 janvier, a consacré une partie de ses débats au changement climatique** avec la présentation du rapport de Vattenfall*, entreprise suédoise du secteur énergétique qui aborde le sujet sous un angle positif. Cette étude montre que la lutte contre le changement climatique est non seulement faisable, mais en outre moins coûteuse que les chiffres habituellement annoncés. Les coûts pour limiter les émissions de gaz à effet de serre représenteraient environ 0,6 % du PIB mondial, contre 1 % pour le rapport Stern*.

Enfin, la présidence de la République française a organisé, les 2 et 3 février, la Conférence de Paris pour une gouvernance écologique mondiale à laquelle assistaient les représentants d'une quarantaine de pays et des membres de la société civile. Cette réunion est destinée à promouvoir l'idée d'une Organisation des Nations unies pour l'Environnement (ONUE). L'appel du président a reçu l'appui des Européens et de quelques pays africains et sud-américains. Mais la majorité des grands pays comme la Russie, les Etats-Unis et la Chine n'y seraient pas favorables.

ChS

* *Rapports consultables sur INTRADOC*

Défis mondiaux

EAU

L'ouvrage

Amélioration des performances des services d'eau et d'électricité en Afrique subsaharienne

Carcas, S., 2006, 144 p. - **Cote U3.175**

Le rapport constitue une analyse critique de l'intervention depuis 1990 du secteur privé dans les services publics en réseaux que sont la fourniture d'eau potable et d'électricité en Afrique subsaharienne. Si le bilan est plutôt négatif, l'analyse montre que la corrélation entre partenariats et performances (définies essentiellement par l'accès aux services et les rendements techniques et commerciaux des réseaux) n'est pas réellement établie. La mission a permis d'alimenter et de formaliser les messages délivrés par l'Agence française de développement lors de la conférence internationale du Cap de juin 2005. Celle-ci visait à accélérer le processus de remise en cause du modèle standard de privatisation et de régulation privilégié par la Banque mondiale puis à permettre une coopération renforcée entre les bailleurs, basée sur une typologie plus diversifiée des contextes locaux, des sociétés gestionnaires et des solutions à mettre en œuvre.

Le rapport web

Conflits liés aux eaux urbaines : analyse des origines et de la nature des conflits et troubles liés à l'utilisation des ressources en eau dans un contexte urbain

UNITED NATIONS EDUCATIONAL SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION, 2006, 188 p.

Cette collection d'essais constitue un effort nouveau et systématique visant à analyser les aspects sujets à controverse de la gestion et, dans plusieurs cas, de la mauvaise gestion des ressources en eau douce dans un contexte urbain. Elle aborde et définit les conflits qui surviennent dans les grands établissements humains à cause des

implications sociales et économiques découlant de l'accès aux services d'eau de base et de leur utilisation. Elle présente également des études de cas approfondies conduites dans des villes de différents continents. Ces essais sont particulièrement pertinents en cette période où l'urbanisation de la planète ne cesse de s'intensifier. Selon les prévisions actuelles, en 2007, la moitié de l'humanité vivra dans des villes ce qui signifie que pour la première fois, la majorité des êtres humains de la planète sont urbains. D'autres processus politiques, sociaux et économiques sont à l'œuvre, notamment la tendance à la privatisation des services d'eau, un élément particulièrement important pour l'analyse des conflits liés aux eaux urbaines.

L'article

La gestion intégrée des ressources en eau transfrontalières

Les Notes du Jeudi, n° 57, 2007, 7 p.

Ce numéro fournit une illustration de la gestion d'un « bien public mondial transfrontalier » : les bassins versants transfrontaliers. Solidarité, partage, interdépendance, coopération indispensable sur le long terme, bénéfices mutuels, action internationale imbriquée avec l'aide publique au développement, mobilisation des instances internationales ainsi que des plus hautes autorités des Etats expriment la dimension politique forte d'une question qui pourrait apparaître de prime abord technique.

Défis mondiaux

Pêche, aquaculture

L'ouvrage

Rechercher la cohérence : les pêcheries et les politiques de développement

Organisation de coopération et de développement économiques, 2006, 144 p. - Cote R3.153

Dans les pays de l'OCDE comme chez les non membres, la situation des pêches mondiales soulève des problèmes de cohérence entre le développement et les activités halieutiques dans plusieurs domaines de l'action des pouvoirs publics. La présente publication examine ce dossier d'actualité et propose un cadre où inscrire une analyse approfondie des problèmes de cohérence dans cinq grands domaines d'action où interagissent les politiques de la pêche et de développement, à savoir l'environnement, la technologie, l'économie, les questions sociales et la gestion publique. Ce cadre d'analyse est illustré par dix études de cas concrètes nationales et régionales. Pour le chercheur, cet ouvrage contient en outre un glossaire de vocabulaire français ayant trait au poisson et aux produits de la mer.

Le rapport web

State of World Aquaculture : 2006

FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION, 2006, 145 p.

Selon ce rapport, près de la moitié de la consommation mondiale de poisson proviendrait de la production aquacole. En 1980, seulement 9 % du poisson consommé venait de l'aquaculture, tandis que ce chiffre atteint aujourd'hui 43 %. Cette part de l'aquaculture dans la demande correspond à 45,5 millions de tonnes de poissons, pour une valeur annuelle de 63 milliards de dollars. Les prises de poissons sauvages sont demeurées relativement stables depuis le milieu des années 80, tournant autour de 90 à 93 millions de tonnes annuellement. Plus particulièrement, une évaluation des stocks de poissons sauvages a révélé que sur les 600 groupes d'espèces que la FAO surveille, 52 % sont pleinement exploités, 17 % sont surexploités, 7 % sont épuisés et 1 % en voie de reconstitution. À peine 3 % des espèces sont considérées comme sous-exploitées. La demande mondiale de poisson augmente

L'AGENDA

- 12-14 février 2007 - Conférence internationale sur « les écosystèmes des zones côtières et le développement durable », UNESCO, Ministère de l'Environnement et des forêts (Inde), Institut australien des sciences maritimes (AIMS), New Delhi, Inde
- 13-15 février 2007 - 7ème conférence internationale sur le génie fluvial, Université de Shahid Chamran, Iran
- 14 - 17 février 2007 - Salon des énergies renouvelables, Lyon, France
- 26-27 février 2007 - 1ère conférence sur la gestion financière des catastrophes à grande échelle, OCDE / IRDA, Hyderabad, Inde

constamment, particulièrement dans les pays riches et développés qui, en 2004, ont importé 33 millions de tonnes de poisson. Par rapport à la croissance de la demande, la FAO estime que 40 millions de tonnes de poissons supplémentaires seront nécessaires pour répondre d'ici 2030 aux niveaux actuels de consommation. L'aquaculture pourra-t-elle répondre à cette demande supplémentaire ?

L'article

Are we putting our fish in hot water?

World Wide Fund for Nature, 2006, 9 p.

Cet article montre que le changement climatique constitue une menace de plus pour la survie des populations de poissons déjà affaiblies par la surpêche et la pollution. Théoriquement, les métabolismes des poissons s'accélérent avec la température. Des poissons des régions tempérées ne pourront plus frayer si les températures hivernales ne descendent plus à un certain niveau. Les poissons d'eaux douces risquent, quant à eux, de ne plus bénéficier de suffisamment d'oxygène pour respirer convenablement à mesure que les eaux s'échaufferont. Ces phénomènes conduiront les populations de poissons à se déplacer vers des eaux plus fraîches pour retrouver leurs conditions de vie habituelles. Mais ces modifications rapides de répartition peuvent bouleverser les écosystèmes et laisser certaines espèces en grand manque de nourriture. Les pêcheries marines et d'eaux douces génèrent plus de 130 milliards de dollars annuellement dans le monde, emploient environ 200 millions de personnes et nourrissent plusieurs milliards d'hommes et femmes qui ont besoin du poisson comme source de protéines.

Géographies

Egypte

L'ouvrage

La politique à l'épreuve du judiciaire : la justice constitutionnelle en Egypte

Bernard-Maugiron, N., 2004, 668 p. - Cote PEG.002

Le présent ouvrage dresse le portrait du système politique et constitutionnel égyptien, à travers la jurisprudence de la Haute Cour constitutionnelle. Après avoir présenté cette institution, son organisation et ses attributions, il analyse sa jurisprudence libérale avant de s'attacher à définir la place que cette juridiction occupe dans le système politique égyptien. Sont ainsi notamment abordés la question de la séparation des pouvoirs, la place de la shari'a islamique dans la hiérarchie des normes, la protection des libertés publiques et des droits fondamentaux, les pouvoirs du président de la République, les conséquences du libéralisme économique sur les lois adoptées à l'époque nassérienne, les méthodes d'interprétation de la Cour et les attaques dont elle fait l'objet. Bien qu'essentiellement juridique, l'analyse permet également d'appréhender le fonctionnement du régime politique égyptien. La jurisprudence de la Cour est en effet présentée parallèlement aux principaux textes relatifs aux libertés publiques et aux droits fondamentaux en Égypte. Sont ainsi présentés et analysés le régime juridique des partis politiques, des élections, des associations, des manifestations, des syndicats, de la presse ou de l'état d'urgence, ainsi que les compétences des tribunaux d'exception ou encore le respect du principe d'égalité entre communautés religieuses musulmanes et non-musulmanes.

Le rapport web

La fin d'une époque : l'Égypte après les doubles élections de 2005

Pommier, S., 2006, 20 p.

Selon l'auteur de ce rapport, le paysage politique égyptien apparaît bouleversé à la fin de l'année électorale 2005. Certes le Président Mubarak a été reconduit pour un nouveau mandat de six ans, mais on est loin des plébiscites affichés lors des précédentes présidentielles. A l'automne,

les élections législatives ont permis l'émergence d'un véritable bloc d'opposition constitué de 88 députés Frères musulmans, alors que la confrérie, non reconnue officiellement, passe pour être la « bête noire » des autorités égyptiennes. Malgré de graves dérapages en fin de processus, les conditions inhabituelles de liberté d'expression et de transparence des élections ont été unanimement saluées, tranchant avec la dérive policière et la manipulation des résultats habituels. Les fondamentaux sur lesquels semblait devoir se construire l'avenir du pays s'en trouvent profondément remis en cause, ouvrant la voie à de nouveaux scénarios.

L'article

L'Égypte et le barrage d'Assouan : que serait l'Égypte sans ce très grand barrage ?

Ayeb, H., Herodote, 2001, n° 102, pp. 147-151

Presque une cinquantaine d'années après le début de l'aventure du barrage d'Assouan, il n'est pas possible d'imaginer l'Égypte sans ce très grand ouvrage qui lui a permis de gérer et de rationaliser l'utilisation de la crue du Nil. Que serait ce pays si le rythme du Nil n'avait pas été modifié par la construction de la grande digue ? Les périodes de sécheresses et de crues exceptionnelles auraient continué à marquer la société égyptienne. Comment aurait-elle pu faire face à une croissance démographique qui a été considérable ? Quelle serait aujourd'hui l'ampleur du « sous-développement » ou du « développement » de l'économie égyptienne et par conséquent de la dépendance économique et politique de l'Égypte ? Mais la disparition de ce phénomène immémorial que fut la crue du Nil n'a pas été sans conséquences préoccupantes, ne serait-ce qu'en raison de la disparition des limons qu'elle apportait.

Géographies

Indonésie

L'ouvrage

Indonésie : la démocratie invisible : violence, magie et politique à Java

Bertrand, R., 2002, 242 p. - Cote PID.003

Après la démission du président Suharto, en mai 1998, l'Indonésie a fait l'expérience d'une spectaculaire libéralisation politique et de formidables poussées de violence sociale. Dans les provinces, les régions, les villages, de nouvelles formes d'action collective se dessinent et des débats font rage, qui souvent culminent dans le conflit. Les « pratiques de l'invisible » sont un puissant révélateur de l'envers du décor de la transition, et notamment de la violence du pouvoir. Elles ont une signification éminemment politique. Les accusations de sorcellerie permettent au « petit peuple » d'obliger un notable à faire amende honorable de son arrogance, voire de ses exactions. A Jakarta même, dans les couloirs du palais présidentiel et les bureaux politiques, sorciers et devins renommés font office d'éminences grises pour les dirigeants. Le répertoire mystique du politique est un langage secret, marqué du sceau de l'insinuation et du sous-entendu. En le décodant, en décrivant les manières spécifiques de vivre et de dire le pouvoir à Java, cet ouvrage propose une lecture originale de la Réforme indonésienne.

Le rapport web

Le marché de l'énergie en Indonésie

ENERDATA, 2006, 26 p.

La politique énergétique nationale est exprimée dans les plans quinquennaux de développement économique et social (REPELITA). Ces plans permettent au pays de se fixer des objectifs en matière économique, politique et sociale. Les objectifs du plan en cours dans le domaine énergétique REPELITA VII (2004/05-2009/10) sont la satisfaction des besoins domestiques, l'amélioration de la qualité de service, la garantie d'un approvisionnement à long terme, la poursuite de l'exportation des ressources énergétiques et la préservation de l'environnement. Du fait du déclin de la production pétrolière, les programmes

L'AGENDA

- 12 février 2007 - Forum Afrique Avenir, Ministère des Affaires étrangères, AFD, Paris, France
- 20-21 février 2007 - Conférence franco-africaine sur l'énergie, Le Cap, Afrique du Sud
- 20-21 février 2007 - Réunion ministérielle Euromed, UE, Bruxelles, Belgique
- 23 février 2007 - Réunion du groupe de travail international sur la Côte d'Ivoire, Abidjan, Côte d'Ivoire
- 23 février 2007 - Réunion des Chefs d'Etats et de Gouvernement de l'Union européenne-UE, Bruxelles, Belgique
- 25 février 2007 - Election présidentielle au Sénégal

actuels visent au développement des exportations de gaz naturel ainsi que la substitution du pétrole par la géothermie, le gaz naturel et surtout le charbon. L'objectif officiel est de diviser par deux la part du pétrole dans la consommation primaire (30 % en 2025) et d'augmenter la part des énergies renouvelables de 5 % en 2005 à 10,6 % en 2025 (dont 3,8 % de géothermie). Ce rapport fait le point sur les institutions et la politique énergétique, les entreprises, l'approvisionnement, les prix des énergies, la consommation, les enjeux et perspectives.

L'article

Indonésie : l'effet tsunami et les accords de paix à Aceh

Feillard, A., Les Etudes de la Documentation française, 2006, pp. 163-181 - Cote ART.90

Huit mois après le tsunami, la signature des accords de paix à Helsinki a mis fin à presque trente années de guerre civile. La dynamique engendrée par le tsunami a-t-elle joué un rôle dans ces accords ? Sont-ils faits pour durer ? Cet article revient sur les origines du conflit dont l'histoire est essentielle, les parties concernées y faisant constamment référence à ce jour. Depuis la chute du président Suharto, en 1998, quatre gouvernements se sont succédé, chacun ayant essayé de conclure une paix. Le processus de paix mis en route en 1999-2000 a abouti, cinq ans plus tard, sous le gouvernement du général Susilo Bambang Yudhoyono. Résultats d'une longue série de négociations, déterminés par une multiplicité de facteurs, ces accords sont ici examinés. L'article s'achève sur des éléments de prospective alors qu'apparaissent de nouveaux antagonismes.

Organisations

BAsD

L'ouvrage

Les banques multilatérales de développement - La Banque Asiatique de Développement

Kappagoda, N., 1995, 250 p. - Cote R2.096

D'une extrême diversité, la région Asie-Pacifique s'est caractérisée par son dynamisme qui, du Japon, a gagné les nouvelles économies industrielles, puis l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, et la Chine du littoral. Ce développement accéléré a provoqué d'importants changements dans les structures économiques de l'Est asiatique. Les anciennes économies planifiées de l'Asie se convertissent en économies de marché. Les caractéristiques tout-à-fait uniques de la région rendent la mission de la Banque asiatique de développement (BAsD) à la fois délicate et importante. Cet ouvrage fait partie d'un plus large projet sur les Banques multilatérales de développement que l'Institut Nord-Sud a lancé en 1991. L'auteur a entrepris ici de répondre à quelques questions fondamentales telles que : la BAsD a-t-elle été efficace comme agent de développement ? A-t-elle eu un concours distinct de celui de la Banque mondiale ?

Le rapport web

Asian Development Outlook 2006 : Routes for Asia's Trade

ASIAN DEVELOPMENT BANK, 2006, 333 p.

Le rapport annuel de la Banque Asiatique de Développement fournit une analyse économique détaillée de 42 économies en développement d'Asie et du Pacifique. Fondée sur la compétence unique de la Banque Asiatique de Développement, l'édition donne un panorama des tendances et des perspectives à moyen terme par sous-régions : Asie Orientale, Asie du Sud-Est, Asie du Sud, Asie Centrale et Pacifique, dans le contexte des mouvements économiques mondiaux. Un chapitre spécial du ADO 2006 examine l'avenir du commerce en Asie. Ces

dernières années, les mutations technologiques, les marchés et le secteur privé, particulièrement les entreprises multinationales, ont joué un rôle crucial dans l'approfondissement de l'intégration économique en Asie. Mais aujourd'hui une prolifération de zones de libre échange est en train de créer un réseau d'intérêts qui traverse l'ensemble de la région. Toutefois, une prolifération d'accords bilatéraux discriminants à l'égard des parties tierces, pourrait s'avérer dommageable pour les pays les plus faibles. Les chapitres consacrés au commerce en Asie posent la question du positionnement des pays de l'Asie en développement face au défi du développement des échanges.

L'article

Réseaux sur le renforcement des capacités

Banque asiatique de développement, 2006, 16 p.

La gestion en vue de résultats en matière de développement Managing for Development Results (MfDR) est une méthode de gestion qui cherche à améliorer la planification, le suivi et l'évaluation des interventions afin d'atteindre les résultats de développement prévus et d'en assurer la pérennité. La BAsD met en œuvre un plan d'action de la Managing for Development Results (MfDR) qui repose sur trois piliers : les capacités du pays, l'efficacité institutionnelle et les partenariats mondiaux.

Organisations

Banques islamiques

L'ouvrage

Islam face au développement

Austry, J., 2006, 132 p. - Cote H9.90

Il est toujours délicat de faire des prévisions et plus encore de proposer des solutions aux problèmes de l'avenir. Cependant l'Histoire s'accélère et par conséquent, le meilleur moyen d'être actuel est sans doute de risquer son regard au loin. Ainsi les hypothèses sur la nature essentielle du type d'économie que peut concevoir l'Islam, si elles doivent nécessairement rester assez vagues, peuvent cependant être soumises à l'épreuve des faits dans un futur prochain. C'est pourquoi s'interroger sur le sens d'une économie musulmane ne nous paraît pas une chimère, mais une réflexion nécessaire sur une voie possible de l'évolution dans laquelle nous sommes engagés. Pour cerner la spécificité de cette économie musulmane qui se dessine, il convient d'examiner, d'abord, les moyens dont elle peut disposer pour actualiser les fins qu'elle se propose. La nature des moyens mis en œuvre détermine, en effet, dans une large mesure, la réalité des fins poursuivies, mais, à l'inverse, la prise de conscience de la spécificité des fins peut influencer sur le choix des moyens...

Le rapport web

Introduction aux techniques islamiques de financement

INSTITUT ISLAMIQUE DE RECHERCHES ET DE FORMATION, 2007, 206 p.

Ce document est une publication des conférences données au cours de séminaires organisés conjointement par la banque AL-BARAKA (Mauritanie) et l'IIRF (Institut islamique de recherches et de formation) créé par la BID (Banque islamique du développement). L'objectif principal du séminaire était d'offrir aux cadres supérieurs des pays membres de la BID une introduction d'ordre théorique et pratique sur les modes de financement islamiques. Sur les onze articles qui composent ce recueil, sept sont consacrés à la présentation des modes islamiques de finance-

L'AGENDA

- 9-23 février 2007 - Commission on Enterprise, Business Facilitation and Development, CNUCED, Genève, Suisse
- 10 février 2007 - Réunion du Comité directeur du Centre de Développement, OCDE, Paris, France
- 3-6 mars 2007 - 3ème Conférence internationale sur les systèmes et technologies d'information sur le web, Barcelone, Espagne
- 14 mars 2007-Réunion de consultation sur « migrations et développement », Banque mondiale, Bruxelles (Belgique)

ment que pratiquent ou pourraient pratiquer les banques islamiques. Ils sont suivis par un article comparant ces techniques de financement à celles en usage dans les banques classiques. Sur les trois articles restant, le premier a pour objectif de fournir l'éclairage nécessaire à la compréhension des codes islamiques de financement présentés dans le recueil. Un deuxième article porte sur le capital-risque et l'affinité qui existe entre le mode conventionnel et le mode de la Moudharaba. Enfin, le dernier article s'interroge sur les perspectives d'utilisation des modes de financement islamiques comme base à des valeurs mobilières qui seraient échangées sur des marchés financiers.

L'article

La gouvernance de la Banque islamique

Zied, C. ; Pluchard, J.-J., 2007, 18 p.

Cette recherche sur l'efficacité de la gouvernance bancaire islamique s'efforce de répondre à un questionnement plus général sur la gouvernance partenariale d'une entreprise par des modèles socio-économiques radicalement différents. La première partie de la restitution des travaux de recherche recense les théories de la gouvernance anglo-saxonne et de la gouvernance islamique applicables aux banques à guichets islamiques. La deuxième partie présente le protocole de la recherche, qui est basé sur des études de cas et des entretiens semi-directifs avec des gestionnaires bancaires et des conseillers islamiques. La troisième partie analyse la portée et les limites des observations issues de l'analyse des matériaux primaires et secondaires réunis.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

Overcoming Stagnation in Aid-Dependent Countries

Walle (Van de), N., 2005, 120 p. - Cote R3.159

Un des traits marquants du paysage international de ces dernières décennies est l'absence de croissance économique dans les pays les plus pauvres du monde. A l'exception, significative, de l'Inde et la Chine, les économies de la plupart des pays qui étaient pauvres il y a trois décennies ont très peu progressé. Le sentiment prévaut que la mondialisation elle-même les a marginalisés, tandis qu'au sein de la communauté du développement, est née une crise de confiance quant à la capacité à aider. Dans cet ouvrage, l'auteur identifie 26 pays qui sont extrêmement pauvres et ont peu progressé ou pas du tout au cours des années 1990. Ils sont peu dotés d'infrastructures et de capital humain, et l'étrécissement de leur marché constitue un frein à l'épargne et l'investissement. Ils ont tous reçu un volume important d'aide. Cependant, ils n'ont pas réussi à croître. Que s'est-il passé ? L'aide étrangère est-elle la solution ou fait-elle partie du problème ? Comment faire pour rendre l'aide plus efficace ?

Le rapport web

Annual Review of Development Effectiveness 2006: Getting Results

WORLD BANK, 2006, 120 p.

Le présent Rapport annuel sur l'efficacité du développement fait la synthèse des éléments qui se dégagent des récents travaux menés par le Groupe indépendant d'évaluation de la Banque et examinait trois questions ayant trait à la chaîne des résultats dans les pays, l'accent étant mis plus particulièrement sur la contribution de l'institution à cet égard : dans quelle mesure la croissance s'est-elle traduite par un recul de la pauvreté dans les pays ayant bénéficié de l'aide de la Banque, et quels sont les facteurs qui ont contribué à ces résultats ? Quels sont les éléments qui ont contribué à l'obtention de bons résultats dans les

L'AGENDA

- 7 février 2007 - Consultations franco-britanniques en matière de développement, Londres, Royaume-Uni
- 21 février 2007 - Communication et efficacité de l'aide, atelier, Réseau informel Comité d'aide au développement de l'OCDE, Bruxelles, Belgique
- 21 février 2007 - La politique macro-économique dans la Zone Franc, présentation conjointe OCDE/World Institute for Development Economics Research (WIDER), Paris
- 22 février 2007 - Consultations franco-allemandes en matière de développement, Paris, France
- 24 février 2007 - Dialogue sur les politiques, 2ème réunion du groupe de travail du Centre de développement, OCDE, Paris

domaines intéressant la fourniture de services aux pauvres ? Quelles sont les mesures qui ont permis de responsabiliser davantage les institutions publiques chargées d'obtenir des résultats viables à long terme ?

L'article

The Increasing Selectivity of Foreign Aid, 1984-2003

Dollar, D. ; Levin, V., *World Development*, 2006, vol. 34, n° 12, pp. 2034-2046

Le Consensus de Monterey a adopté le principe selon lequel l'aide étrangère est plus efficace quand elle est ciblée sur des pays dont les institutions sont solides. Les auteurs examinent dans quelle mesure l'aide étrangère, qu'elle soit bilatérale ou multilatérale, est sélective en termes de démocratie et d'état de droit. Il ressort de l'analyse que l'aide multilatérale est beaucoup plus sélective que l'aide bilatérale quand elle est orientée vers des pays qui bénéficient pleinement de l'état de droit. La « sélectivité » est un phénomène nouveau. Au cours de la période 1984-89, l'aide bilatérale autant que l'aide multilatérale ont interagi négativement avec l'état de droit ; les statistiques font apparaître un renversement de tendance entre 2000 et 2003. Celle-ci est devenue significativement positive pour l'aide multilatérale, et moins significative pour l'aide bilatérale.

A ne pas manquer

L'ouvrage

La politique dans le monde arabe

Picard, E., 2006, 334 p. - Cote ZMT.042

Des spécialistes du monde arabe se sont penchés sur des acteurs et des processus politiques dans cette région du monde. Leur objectif est de traiter de la politique dans les sociétés arabes en recourant aux théories, aux concepts et aux outils de la science politique. Leurs analyses croisées soulèvent les questions du pouvoir, de l'Etat moderne et du changement politique. A travers des enquêtes de terrain, du Maroc à l'Irak et au Yémen, en passant par la Tunisie, l'Egypte, le Liban, la Palestine, etc., ils ont varié les approches sur des sujets soit classiques comme les partis ou les syndicats, soit peu explorés dans la région comme les politiques publiques ou les mobilisations. Les relations internationales sont également abordées, tant cet ensemble de pays recouvre des réalités politiques et géopolitiques diverses. En discutant de grilles de lecture particulières comme celle de l'Etat rentier ou du clientélisme, mais en les libérant d'une perception culturaliste, l'ouvrage permet ainsi de rompre avec l'idée d'une exception arabe et musulmane trop communément admise, enrichissant par là même la science politique de nouvelles questions.

Le rapport web

Le commerce équitable face à la logique de déréglementation des marchés : le cas de la banane

Colevray, C. ; Malo, M.-C., 2006, 37 p.

La banane, vecteur important de la sécurité alimentaire dans les pays producteurs, est aussi une denrée échangée à grande échelle sur les places internationales. Cette étude retrace d'abord les grandes étapes du conflit banane euro contre banane dollar afin de situer le contexte dans lequel les États-Unis et l'Europe ont abordé la décennie. Sont ensuite abordées les relations qu'entretiennent les grands acteurs du marché mondial de la banane et les jeux de pouvoir qui s'en dégagent. Une analyse des conditions de production permet de mieux saisir les enjeux du marché du fruit le plus produit au monde. Les conditions sociales et environ-

nementales tirées vers le bas dans certains pays expliquent les disparités de coûts de production entre les régions. L'imposition de normes strictes en matière de commerce pourrait réguler les échanges internationaux en offrant une meilleure protection des producteurs et de leur environnement. Le commerce équitable s'inscrit dans cette démarche en offrant davantage encore de garanties aux producteurs et en les rendant acteurs de leur développement.

L'article

L'OMC victime de la mondialisation ?

Paugam, J.-M., *Problèmes Economiques*, n° 2915, janvier 2007, pp. 2-11

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est contestée. Ses détracteurs mettent en cause son rôle de moteur dans la mondialisation, sa responsabilité dans le déséquilibre de l'économie mondiale au regard des principes du développement durable et l'inefficacité, voir l'injustice de sa doctrine basée sur le libre-échange. Au-delà de ces critiques, l'OMC a du mal à confirmer son hégémonie sur le système commercial multilatéral et traverse une période de crise : échec des négociations commerciales, prolifération des accords régionaux, tensions protectionnistes. Ces difficultés ne sont pas surprenantes cependant compte tenu des mutations du système de négociation commerciale internationale depuis une vingtaine d'années : passage de simples pourparlers commerciaux à la régulation du commerce mondial, intégration des pays en développement et organisation d'une gouvernance mondiale.

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : formation professionnelle, coton
- GEOGRAPHIES : Soudan, Nouvelle-Calédonie
- ORGANISATIONS : BAFD, OIT

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagogflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Responsable de la rédaction : Véronique SAUVAT

Coordination : Chantal SARALLIER, Véronique SAUVAT

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Annie LOPEZ-PORTZERT, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page** : Francine GILBERT